
Le 25-06-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Ce qui se produit en Bulgarie depuis plusieurs mois ne fait pas l'objet d'information à la hauteur de l'enjeu de la mobilisation de la population. Depuis le début de l'année 2025, les manifestations se succèdent en Bulgarie contre la volonté du gouvernement néolibéral et pro-Union européenne de

faire entrer le pays dans la zone euro. 600 000 signatures demandant un référendum ont été recueillies, ce qui représente 10% de la population.

Bien que membre de l'UE depuis 2007, la Bulgarie a, en effet, conservé sa monnaie, le Lev, ce qui contrarie beaucoup la Commission européenne (CE). Pour discréditer les opposants à l'entrée de la Bulgarie dans l'euro, Ursula von der Leyen et la presse européiste les qualifient « d'extrême droite ». On connaît la chanson fielleuse serinée par la dictature bruxelloise et ses affidés. Mais de là à qualifier les manifestants bulgares « d'extrême-droite » il y a fossé que l'UE n'hésite pas à enjamber. Examinons les faits et les causes.

Oui, le 22 février 2025, des opposants au projet d'adoption de la monnaie unique par la Bulgarie avaient attaqué les bureaux de la représentation officielle de l'Union européenne à Sofia. Un cocktail Molotov avait été lancé et la porte d'entrée avait brièvement pris feu. Des vitres du premier étage avaient été brisées et le bâtiment avait été aspergé de peinture rouge... Et des effigies représentant des responsables européens dont, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde, avaient été brûlées.

Oui le 8 juin 2025, des manifestants se sont rassemblés à Sofia, devant la Banque nationale bulgare, entourée d'un important dispositif policier, pour protester contre l'introduction prévue de l'euro le 1er janvier 2026, tandis que d'autres manifestations avaient lieu dans d'autres villes.

En fait, la lutte des Bulgares contre l'euro ne date pas d'hier

Le parti Renaissance (Vazrazhdane), qualifié de « pro-russe », « d'ultra-nationaliste » voire, de « raciste » par la presse européiste aux ordres de la Commission, a obtenu 13,8% (+ 0,2 % par rapport à octobre 2024) aux élections législatives du 9 juin 2025. Son leader, Kostadin Kostadinov, se réclame simplement de l'intérêt de la Bulgarie à ne pas être en guerre contre la Russie ce qui fait hurler les va-t-en-guerre de l'UE.

Sur le plan économique et social, Renaissance réclame des nationalisations ainsi que des hausses des salaires et des retraites, la sortie de l'UE et de l'OTAN et a même tenté d'obtenir, en 2023, un référendum sur l'entrée de la Bulgarie dans l'euro. Ce parti avait alors récolté quelques 600 000 signatures (soit 10% des électeurs !) mais le référendum avait été refusé par le parlement bulgare. Renaissance fit alors une demande auprès de la Cour constitutionnelle qui répondit que la question « Voulez-vous que le Lev bulgare continue à être la monnaie unique de la Bulgarie jusqu'à 2043 » était mal posée... Pourtant, rappelons qu'en Italie, il n'y a pas eu un, mais cinq référendums sur l'euro, avec une demande signée par moins de 1 % des citoyens, tandis qu'en Bulgarie, avec 10 % de signataires, un référendum n'est pas autorisé...

Le 9 mai 2025, date symbolique, de la «Journée de l'Europe», le Président de la République Bulgare, Roumen Radev, entre dans la mêlée. Usant de son droit constitutionnel, il demande la tenue d'un référendum car, pour lui, un gouvernement ne peut pas imposer un changement d'une telle importance à la population sans lui poser la question. Cette fois, le Parlement, n'a pas voté pour écarter le référendum...

Et puisque le Président s'est déclaré pour un référendum, la population se sent soutenue et descend dans la rue depuis début juin (60 000 manifestants à Sofia, par exemple).

Car les Bulgares se rendent compte que l'intégration dans la zone euro est un cadeau empoisonné. Ils ont compris que c'est un piège puisque la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne (CE) aident le gouvernement bulgare à truquer les rapports sur l'inflation, la dette publique, etc, afin que la Bulgarie puisse intégrer la zone euro. Ce truquage des comptes rappelle celui effectué par Goldman Sachs, avec la complicité de la Commission européenne, pour absorber la Grèce dans la zone euro en 2002.

Le rapport dit « de convergence positif », est, en effet, concocté notamment par la BCE qui estime que « tous les critères économiques et légaux sont remplis » à la grande satisfaction, bien sûr, du

gouvernement pro-européen au pouvoir à Sofia.

Ainsi, le mensonge européen sur la Grèce se répète (lire les conséquences pour le peuple dans nos nombreux articles sur le sujet).

Mais alors, une question, légitime, se pose : pourquoi l'UE veut-elle faire entrer dans la zone euro un pays qui n'est pas prêt économiquement ? Il existe plusieurs explications possibles.

La première est que la Bulgarie est moins endettée que les autres pays européens. Donc, même si c'est un petit pays, pourquoi ne pas faire entrer quelques vingtaines de milliards d'euros dans les caisses de la BCE ? C'est vrai, mais c'est une explication superficielle.

Il existe une autre explication beaucoup plus profonde... et cachée : c'est l'effort de guerre exigée par l'Union européenne. D'ores et déjà l'OTAN installe une énorme base militaire en Roumanie ce qui explique, d'ailleurs, pourquoi les élections roumaines ont été truquées par une ingérence de l'UE dans les affaires roumaines, que certains de ses représentants ont avoué publiquement. Car la dictature bruxelloise veut imposer à la Roumanie et à la Bulgarie d'être les avant-postes dans une guerre qui se prépare contre la Russie, sachant que la distance qui sépare la Bulgarie (Varna) de l'Ukraine (Odessa) est d'environ 400 km et celle qui sépare Varna de la Russie (Sébastopol - Crimée) est de moins de 500 km.

La population bulgare ne veut donc pas être otage de la guerre que l'UE prépare à la vitesse grand V.

Voici pourquoi la population bulgare se mobilise contre son l'entrée de son pays dans la zone euro, contre la perte de sa souveraineté et par refus d'être la chair à canon de première ligne d'une guerre de l'OTAN et de l'UE contre la Russie.

L'euro, outil de contrôle des finances, utile pour la guerre contre la Russie

L'euro est, en effet, l'outil idéal de contrôle total des finances des pays, un outil pour les faire entrer de force dans une politique commune guerrière et empêcher les populations, les Bulgares comme les autres, de s'opposer aux diktats de l'UE. Car comme le chancelier allemand Friedrich Merz l'a déclaré il y a quelques jours, ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique de guerre, de réarmement et d'hostilité totale vis-à-vis de la Russie, n'auront pas d'argent européen. Bref, qu'il faudra les faire chanter... Et quoi de plus facile sans monnaie nationale ?

Les Bulgares ne s'y trompent pas et ce n'est donc pas un hasard si les manifestations ont commencé le jour même de la sortie du « Rapport convergence » (dont se félicitent les élites européennes) et de la présence des représentants de la Commission dans l'enceinte du Parlement roumain. « Ils refusent la marche forcée de la Bulgarie vers l'euro » titre le journal Le Monde par tous les moyens.

Le Président de "Vazrazdane", Konstantin Kostadinov, a adressé une lettre à tous les Premiers ministres de l'Union européenne appelant à l'exclusion de la Bulgarie de la zone euro;

Le peuple bulgare, lui, manifeste devant le Parlement et devant la Banque centrale pour refuser l'entrée dans la zone euro et affirme catégoriquement sa volonté de conserver le Lev bulgare comme monnaie nationale et réclame haut et fort un référendum sur cette question cruciale.

Lev ou Euro ? 8 juillet : réunion de l'Ecofin

Le temps presse car l'accession de la Bulgarie à la monnaie unique devrait être approuvée formellement le 8 juillet, lors d'une réunion de l'Ecofin, par les ministres de l'Économie de la zone euro.

Le peuple bulgare lutte pour la démocratie et son droit le plus important, le droit de vote. Il le clame : « Nous voulons conserver le Lev bulgare car c'est notre monnaie nationale. Sans Lev, il n'y aura plus de Bulgarie... Avoir l'euro reviendrait à embarquer sur le Titanic ».

Les Bulgares ont raison. Le passage à l'euro entraînerait une hausse des prix, une dégradation du niveau de vie, une perte de souveraineté économique et financière du pays et une dépendance vis-à-vis des puissances extérieures et un risque majeur pour la sécurité du pays dans le cas d'une guerre occidentale contre la Russie.

En soutien, nous publions ci-après la traduction de l'**Appel à la solidarité internationale avec la lutte du peuple Bulgare contre l'euro** :

Les structures impérialistes de l'UE cherchent à s'élargir dans le contexte de la guerre ouverte contre la Russie.

Ces dernières années, la classe dirigeante compradore bulgare a tout mis en œuvre pour faire entrer le pays dans la zone euro afin de se plier à la volonté de ses maîtres occidentaux. La date prévue pour cet élargissement est le 1er janvier 2026. Cela se fera contre la volonté de la grande majorité du peuple bulgare. Même la sociologie officielle admet qu'environ deux tiers des Bulgares s'y opposent. Il est évident que cela entraînera un appauvrissement accru de la classe ouvrière et une dépendance accrue de la Bulgarie envers les entreprises et institutions occidentales.

L'opposition à l'euro est massive dans le pays. Grâce aux efforts de toute la nation, plus de 600 000 signatures ont été recueillies pour exiger un référendum sur cette question. Cela signifie qu'un Bulgare adulte sur dix a signé cette pétition. Cependant, les autorités bulgares, soumises à l'impérialisme, refusent d'organiser un tel référendum, connaissant à l'avance la réaction de la population. La propagande, la censure et la répression s'intensifient.

Pourtant, la résistance perdure. Des manifestations quasi quotidiennes ont lieu partout en Bulgarie. Des dizaines de milliers de personnes participent aux plus grandes manifestations à Sofia, la capitale. Certaines de ces manifestations ont été marquées par des tensions et des affrontements avec la police. Des manifestants ont été arrêtés et détenus pendant des semaines pour leur opposition à l'euro. Cependant, la répression ne porte pas ses fruits pour le peuple bulgare et la résistance se poursuit.

Dans ce contexte, nous appelons tous les anti-impérialistes du monde entier à se solidariser avec la lutte du peuple bulgare contre les diktats de l'UE et l'entrée forcée du pays dans la zone euro. Si le peuple bulgare parvient à lutter pour sa liberté et à éviter l'adoption de l'euro grâce à la résistance populaire, ce sera une défaite majeure pour l'impérialisme, qui aura une portée mondiale pour la lutte des peuples du monde. Nous appelons donc tous ceux qui se sentent concernés par la lutte contre l'oppression et les diktats de l'UE à exprimer leur solidarité avec la lutte du peuple bulgare contre l'euro, d'une manière adaptée à la situation du pays concerné. Vous pouvez ensuite nous envoyer des photos et des vidéos pour montrer que le peuple bulgare n'est pas seul. Il a besoin de solidarité en cette période difficile. Les peuples du monde sont frères et partagent des intérêts communs dans la lutte contre l'impérialisme.

La solidarité est notre arme ! Unis, nous vaincrons !

Mouvement du 23 septembre, Bulgarie

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire